



Les interactions spatiales

Pumain Denise, Saint-Julien Thérèse (2001). *Les Interactions spatiales*. Paris : Armand Colin. Coll. « Cursus », 192 p., avec la collaboration de E. Dumas et H. Mathian.

Yves Guermond

DANS **L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE** 2002/2 tome 31 , PAGES VIII À VIII
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 0046-2497

ISBN 2701131278

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-espace-geographique-2002-2-page-VIII?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Lectures

Belin | *L'Espace géographique*

2002/2 - tome 31

pages 179 à 192

ISSN 0046-2497

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2002-2-page-179.htm>

Pour citer cet article :

"Lectures", *L'Espace géographique*, 2002/2 tome 31, p. 179-192.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ingérence écologique

Rossi Georges (2000). *L'ingérence écologique, Environnement et développement rural du Nord au Sud*. Paris : CNRS-ÉDITIONS, coll. « Espaces et Milieux », 248 p.

L'essai que nous livre Georges Rossi est une réflexion critique sur les concepts, les approches du développement, de l'aménagement et de l'environnement qui sous-tendent les politiques publiques que les pays occidentaux, les ONG et les organisations internationales ont cherché ou cherchent à promouvoir dans les espaces ruraux de la zone intertropicale. L'auteur nous apporte une analyse décapante des présupposés, avoués ou non, qui ont servi de prêt-à-penser et de prêt-à-agir aux acteurs du « développement » depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. La littérature utilisée, anglo-saxonne et francophone, est considérable (plus de 500 références) et le plus souvent très récente, ce qui explique en partie la référence particulière à l'écologisme et au « développement durable ». Il se fonde principalement sur son expérience personnelle de recherche en Afrique tropicale et en Asie du Sud-Est mais aussi en Amérique latine, et sur des publications qui concernent la plupart des pays tropicaux, y compris ceux du Pacifique. Il se situe à l'interface des disciplines qui étudient le milieu biophysique et des sciences sociales. Le livre est bien écrit, agréable à lire, sans excès de vocabulaire technique, même s'il n'en est pas totalement dépourvu, et s'il existe d'un chapitre à l'autre quelques redondances.

C'est incontestablement l'œuvre d'un géographe qui s'intéresse aux interrelations entre sociétés rurales et milieux biophysiques, donc aux problèmes d'environnement. Le couple environnement-développement est abordé à travers les paysages qui permettent le mieux de percevoir l'état actuel de l'environnement, produit d'un complexe de relations entre « les facteurs culturels, les modifications du contexte économique-administratif, les caractères démographiques, les données physiques, les caractères agronomiques des sols et la situation géographique » (p. 27-29). Les écosystèmes sont pris en considération comme « support physique de la production et des modes de mise en valeur » qui dépendent largement des logiques sociales des individus et surtout des groupes sociaux façonnant le territoire à travers des processus historiques.

Georges Rossi oppose l'approche occidentale de la nature et des milieux biophysiques et celle des paysanneries tropicales, radicalement différente. Il remonte pour cela aux origines de l'écologisme et de l'approche développementaliste qui date de l'époque coloniale, mais qui s'est perpétuée à travers les organismes de coopération et les politiques suivies par les États post-coloniaux. Il débusque les présupposés idéologiques du système de pensée dominant moderne et occidental dans lequel l'héritage judéo-chrétien pèse lourd (rejoignant en cela A.G. Haudricourt) : le mythe de l'Éden et du bon sauvage en parfaite harmonie avec son environnement, la notion de progrès technique et d'anthropisation connotée négativement, le catastrophisme ainsi qu'un néomalthusianisme toujours sous-jacent. Il dénonce à juste titre les dérives médiatiques qui transforment les hypothèses en certitudes, confondent global et local, dans une absence totale de mise en perspective historique des phénomènes : « c'est bien une vision ethnocentrique des sociétés humaines et des rapports de l'homme à la nature, la conviction qu'il détient, grâce au savoir et au savoir-faire, la vérité, que l'Occident, politiquement, économiquement et techniquement dominant,

va répandre et imposer dans le monde tropical au travers de la colonisation d'abord, puis de la politique d'aide au développement des États du Nord, des grandes agences internationales et des innombrables ONG qui œuvrent dans le domaine de l'environnement et du développement» (p. 55).

Particulièrement pertinente est sa critique du conservatisme qui repose sur la vision d'un équilibre naturel sans intervention humaine, idéalisé, associé au concept erroné de climat, alors que les écosystèmes et les sociétés qui interagissent sont indissociables et soumis à des changements perpétuels souvent imprévisibles. Ses analyses de l'écologie s'inspirent en partie de celles d'un autre géographe, Philippe Pelletier (*L'Imposture écologiste*, GIP RECLUS, 1999, coll. «Géographiques») qui avait déjà dénoncé les dangers d'une approche trop statique et d'une dérive toujours possible vers un intégrisme naturaliste, mais il montre surtout son utilisation par les pays du Nord comme un alibi pour mieux «continuer à exercer un contrôle rigoureux sur la mise en valeur et la gestion des ressources des pays du Sud» (p. 58).

George Rossi nous invite à observer de plus près et surtout à prendre en compte dans tout projet de développement les savoirs paysans qui sont indissociables non seulement des structures sociales et politiques de ces paysanneries du Sud, mais aussi de leur culture prise dans son sens le plus large, notamment de sa dimension religieuse et du fond animiste toujours présent dans leur rapport à la nature. Les experts en développement ont une fâcheuse tendance à avoir une approche trop sectorielle, qui les fait passer à côté des véritables enjeux et des motivations des paysanneries concernées. L'auteur nous invite donc à nous pencher sur ces «écologies du Sud». Les meilleures gestionnaires de l'environnement tropical ne seraient-elles pas ces sociétés animistes dans lesquelles l'homme n'est pas opposé à la nature, mais en fait partie intégrante? C'est ce que nous enseignent les ethnosciences, et en particulier l'ethnobotanique, sur lesquelles s'appuient les analyses de Georges Rossi. «Contrairement à ce qui se passe en Occident, les aspects techniques ne sont pas isolés des considérations sociales ou magico-religieuses. Ils en sont bien souvent indissociables. C'est sans doute ce qui les rend à la fois difficiles à comprendre et à prendre en considération par l'observateur extérieur» (p. 87).

Cela lui permet de dénoncer les incompréhensions des experts au sujet des systèmes pastoraux et le mythe de la désertification ou des dégradations soi-disant irréversibles, alors que «ces biocénoses, herbeuses pour l'essentiel, possèdent une forte capacité de résilience et sont capables de se reconstituer rapidement, même après des années de sécheresse; la situation actuelle au Sahel en est l'illustration» (p. 92). De même, la lutte contre l'érosion se fonde souvent sur des idées reçues telles que «l'accroissement de la pression démographique entraîne mécaniquement la dégradation du milieu donc l'érosion», alors que c'est souvent l'inverse, les zones à faible densité démographique et faible maîtrise du territoire subissant les fortes dégradations des sols et l'érosion.

L'idée selon laquelle les paysans seraient les principaux auteurs de la déforestation, notamment à travers l'agriculture sur brûlis, est également une fausse évidence. Au contraire, les systèmes à jachère forestière sont un facteur porteur de biodiversité, «il s'agit de systèmes originaux, élaborés et souples qui permettent de prendre en compte les dynamiques de la mosaïque biophysique que constitue l'écosystème» (p. 151). La tradition se fonde sur des savoirs acquis au cours d'une interaction longue entre des milieux biophysiques et une société qui a ses propres contraintes culturelles ou religieuses autant que sociales ou économiques. Elle n'est pas figée mais soumise à des changements et réajustements divers dans le cadre de permanences, c'est une richesse à la fois technique et socioculturelle que les experts et développeurs prennent rarement en compte, mais qui respecte mieux l'environnement que les exploitations forestières ou les fronts pionniers de colonisation agricole tolérés ou encouragés, voire organisés, par les États et les organismes internationaux de développement. Ce sont ces derniers phénomènes qui sont les véritables causes de la déforestation, pas les pratiques de défriche-brûlis qui sont accusées pour d'autres raisons, plus politiques qu'écologiques, car elles sont le fait de minorités ethniques que les États voudraient mieux soumettre et intégrer, voire assimiler.

Le mérite de cet essai est d'abord de faire le point sur les recherches les plus récentes sur ces logiques et savoirs paysans qu'il est urgent de prendre pleinement en compte dans tout projet

d'aménagement et de développement rural. Ensuite, il nous apporte une vision très critique sur le prêt-à-penser écologiste et développementaliste d'origine occidentale, voire coloniale. Les analyses critiques, toujours nourries d'exemples très concrets, débouchent sur des questions susceptibles de faire avancer le débat sans le refermer sur de prétendues « vérités scientifiques », encore moins sur des certitudes.

L'auteur est beaucoup trop conscient de la complexité des phénomènes et situations analysés, et des indéterminations dues à la multiplicité des facteurs en jeu, pour ne pas adopter une démarche très ouverte et finalement se situer dans le champ de la théorie du chaos. Il recommande une acceptation des détournements et réappropriations des objectifs du développement pour les mettre en conformité avec les logiques et stratégies sociales propres à ces paysanneries ; c'est la seule façon d'obtenir des résultats positifs et un progrès, même s'il n'est pas à l'image de celui projeté par les acteurs du développement, inspirés par les techniques et les savoir-faire scientifiques d'origine occidentale.

On ne peut s'empêcher de mettre en perspective cet essai avec ceux, écrits à divers moments de sa longue carrière, par le fondateur de la géographie tropicale francophone, Pierre Gourou, récemment disparu. Car, après tout, ce livre comporte beaucoup d'analogies avec *Terres de bonne espérance : le monde tropical* (1982), même si, dans le titre, c'est le terme de Sud (mode oblige) qui est invoqué. Dans le texte, il est très souvent question des pays tropicaux, plutôt que des pays du Sud, mais le cadre géographique auquel s'applique cet essai n'est à aucun moment défini ou précisé. Il s'agit des pays anciennement colonisés, et plus précisément des paysanneries qui ont une longue pratique des milieux dans lesquels elles vivent et qu'elles ont mis en valeur, milieux sur lesquels elles ont accumulé des savoirs et des savoir-faire, les deux étant indissociablement liés. Des références sont parfois faites aux paysanneries européennes qui ont également entretenu une longue familiarité avec leur environnement et développé leurs propres logiques, distinctes de celles des scientifiques et des experts.

C'est bien de cela dont il est question, de la fracture ou de la distance qui sépare ces approches de la « tradition », des ethnosciences, de celles des sciences et des techniques « modernes », conçues hors de ces contextes, que l'Occident a cherché et cherche à imposer plus ou moins brutalement de l'époque coloniale à nos jours. Comme ce livre traite plus spécifiquement d'environnement, il s'applique à celui des tropiques au sens large, sans doute parce que c'est celui qui a été pendant longtemps le moins bien connu des scientifiques et techniciens occidentaux, du moins dans la pratique sinon en théorie. La plupart des exemples sont pris en Afrique et dans les espaces périphériques, occupés par des minorités ethniques, d'Asie du Sud-Est, des mondes indien ou chinois, et d'Amérique latine ou du Pacifique. Ce sont des espaces où les Occidentaux et les élites politiques des États post-coloniaux ont posé et se posent des problèmes de conservation et d'environnement. L'auteur aurait sans doute gagné à mieux définir le cadre géographique auquel se réfère son essai en évitant des termes vagues tels que Sud, pays du Sud ou pays tropicaux, alors qu'en fait, il ne s'agit que d'une partie de ceux-ci, leurs périphéries ou leurs marges. Il aurait pu aussi définir certains des concepts qu'il utilise constamment, tels que celui de système rural, de communauté ou collectivité rurale, de paysage... Par contre, sa réflexion critique sur les concepts de développement, sous-développement et de développement durable (p. 205-213) est bienvenue.

La critique des effets, des résultats négatifs ou très relatifs des projets de développement en milieu rural est une tradition ancienne des géographes tropicalistes français, à la suite de Pierre Gourou ; de même, l'affirmation de la nécessité de prendre en compte les logiques paysannes. Georges Rossi se situe bien dans cette lignée, mais son originalité par rapport à la plupart d'entre eux réside dans une plus grande ouverture à l'approche systémique, aux ethnosciences, dans une remise en cause plus radicale de la vision naturaliste et conservatrice de l'environnement, ainsi que dans une analyse très perspicace des présupposés idéologiques des approches du développement et des politiques publiques qui en découlent.—

Michel BRUNEAU

Que faire du littoral de l'Allemagne ?

GOELDNER-GIANELLA Lydie (2000). *L'Allemagne et ses polders, Conquête et renaissance des marais maritimes*. Paris : CTHS, 254 p.

À une époque où notre regard tourné outre-Rhin se porte principalement sur l'achèvement de la réunification allemande, sur l'évolution des nouveaux Länder et sur l'affermissement de Berlin dans ses fonctions retrouvées de capitale, le titre de l'ouvrage de Lydie Goeldner-Gianella, *L'Allemagne et ses polders*, peut provoquer une surprise amusée. L'élégance de l'édition assurée par le Comité des travaux historiques et scientifiques et surtout la qualité de l'étude entreprise retournent rapidement l'opinion du lecteur : très vite, il lui vient à l'esprit, non seulement combien les questions d'environnement et de gestion des espaces naturels peuvent tenir de place en Allemagne sur une scène politique où les Verts (*die Grünen*) sont extrêmement actifs, mais aussi combien la fréquence actuelle de violentes tempêtes, imputable de près ou de loin à un réchauffement climatique général, peut menacer des colères de la mer du Nord les frêles rivages d'un plat pays. Alors, on entre avec intérêt et plaisir dans la lecture de cet ouvrage, qui assure la diffusion de la thèse soutenue en 1977, sous la direction de Fernand Verger, et dont le titre était *Endiguë ou ne pas endiguë sur les côtes allemandes de la mer des Wadden ? De la conquête des terres à la conservation des écosystèmes littoraux*.

Mer des Wadden. Pour l'auteur, le terme et la situation géographique semblent acquis. Comme le lieu étudié est le Schleswig-Holstein, on aurait pu au moins rappeler la forme allemande, Wattenmeer. Watt, Watten au pluriel, signifie l'estran, même s'il est légitimement convenu d'honorer le rôle pionnier des Hollandais en privilégiant la forme wadden. Tout comme pour les Marschen, il faudra d'ailleurs attendre quelques pages pour en voir préciser le sens. Alternativement découverts à basse mer et submergés par le flot, avec une périodicité biquotidienne pour la section moyenne, limitée aux périodes de vives eaux pour la plus élevée, les wadden étagent ainsi les vasières (la slikke) et le schorre colonisé par la végétation halophile. Ces marais maritimes restent visités par les vagues, tandis que les Marschen, homologues des polders hollandais, sont les marais exploités à l'abri des digues. La mer des Wadden est donc la section côtière de la mer du Nord, qui est comprise entre la digue, quasiment continue en avant de ce plat pays, et l'isobathe -10 m, et qui est encombrée d'îles, reliques d'un ancien cordon dunaire rompu par la transgression flandrienne, voire par de plus récents avatars. Sous la rubrique « deux millénaires d'anthropisation des côtes », l'introduction se poursuit par l'évocation de trois phases d'habitat rythmées par la montée postglaciaire de la mer : d'abord à fleur de schorre, puis la nécessaire construction de buttes artificielles (terpen), enfin celle de digues, pour s'assurer de l'excellence de ces terres vierges, pour l'essentiel après le XI^e siècle. Plus encore que le texte, la carte des grandes étapes (p. 29) montre très bien la double conquête à partir des terpen médiévaux, sur les marais tourbeux intérieurs comme en avant sur la mer. Passé donc quelques petites imperfections trahissant la totale... immersion de l'auteur dans son sujet, une interrogation majeure est en tout cas très clairement présentée dès l'abord : comment se fait-il qu'entre 1950 et 1980, une Allemagne, si soucieuse de respect de la nature, ait endigué trois fois plus de wadden (33 000 ha contre 10 000 ha) que les Pays-Bas, avant d'imiter tardivement ces derniers dans l'abandon de ces aménagements lourds ?

L'enquête s'organise alors très logiquement en trois volets : l'exposé de la reprise des conquêtes sur la mer, fondée sur la protection contre les tempêtes d'excellentes terres agricoles neuves. Au lendemain de l'effondrement du Troisième Reich et de la perte des territoires de l'Est, la surcharge des rapatriés semble avoir moins directement pesé qu'une véritable mystique technocratique : la victoire sur la nature et l'arrondissement du *Lebensraum* nourricier nécessaire au peuple allemand. Les pesants monuments de granite glorifiant cette conquête sont très évocateurs de ces relents.

La seconde partie étudie le face-à-face des écologistes et des aménageurs. Il s'avère en effet et en premier lieu que les digues et les assèchements ne sont pas sans inconvénients, ensuite que l'évolution économique de l'Allemagne, surtout dans le cadre européen, réduit l'intérêt de ces travaux. La confrontation porte d'abord sur le doublement de la ligne de digues projeté par les ingénieurs après les terribles tempêtes de 1962 et de 1976.

La troisième partie peut alors titrer « Vers un abandon des conquêtes sur la mer ? » En effet, les mentalités évoluent, jusque chez les agriculteurs, pourtant en première ligne. Intervient, ici comme ailleurs, le gel de terres agricoles (carte p. 154) ; la législation vient également donner la priorité à la protection des espaces naturels humides et l'on va jusqu'à rouvrir sur la mer des polders récents. Le souci de comparer les réalités du Schleswig à celles de la Basse-Saxe (la baie du Ley) est judicieux, s'agissant d'une Allemagne fédérale. Il se porte même sur les côtes néerlandaises et danoises.

La thèse avait exigé un travail impressionnant d'enquête et de mise en œuvre. La comparaison du volume présenté lors de la soutenance et de l'ouvrage d'aujourd'hui montre le soin apporté à ce travail d'édition. La mise en page est agréable, les notes en marge sollicitent davantage le lecteur que ne le ferait le bas de page. Cette disposition très positive pour de courtes références devient cependant moins heureuse pour des citations prolongées. La cartographie est très réussie et d'une très grande lisibilité. Aux côtés des listes des tableaux, cartes, figures, photographies, et de huit annexes, on aurait apprécié un petit glossaire rappelant d'abord les termes de la géographie générale du registre maritime et littoral, mais inventoriant aussi les plus significatives des dénominations régionales (Hallig, Koog, Marschen, etc.). On aurait aimé aussi trouver les bons sites Internet. Il en est d'instructifs.

Avec méthode et obstination, l'auteur a dépouillé la presse, écouté les protagonistes, scruté leurs évolutions, tenté de démêler les arguments scientifiques et techniques des positions idéologiques ou des avis intéressés. Ce travail a exigé de Lydie Goeldner, au-delà de la connaissance de la langue allemande écrite, une maîtrise de l'expression orale propre à mener un sondage d'opinion par entrevues auprès d'une population rurale typée (frisonne) et impliquée par le risque des tempêtes. Confronter les points de vue : l'affaire était délicate, mais l'auteur l'a menée de main de maître, exploitant une neutralité dans le débat affichée par sa nationalité française. L'auteur rappelait en introduction la mission donnée par André Guilcher au géographe littoraliste, effectuer « le diagnostic des occupations conflictuelles » de la côte. Mission accomplie.

Allons cependant un peu plus loin. La nouveauté de la démarche entreprise réside dans l'étude contradictoire des points de vue sur un espace aussi particulier. Pareille côte basse, au creux du golfe allemand (Deutsche Bucht), est ouverte de plein fouet aux fureurs de la mer du Nord. Les jeux complexes de l'érosion et de l'engraissement s'y déroulent facilement, s'y étalent à l'envi : les Wadden s'étendent sur près de trente kilomètres. Certains écologistes rêvent de les rendre à la « nature », alors que les séquelles des aménagements passés font nécessairement douter de la véracité du retour. À quel « état originel » ? Les calculs et les décisions des hommes ne sont pas non plus aux échelles de temps et d'énergie d'éventuels déchaînements des éléments. L'auteur des présentes lignes, s'il a pour lui de longues pérégrinations outre-Rhin, n'est en rien spécialiste du fetch et du jet de rive. Il n'est certes pas ici sur le rivage des certitudes. Concernant le bien-fondé des digues, il ne peut dire si le pour et le contre ont été très exactement pesés. C'est en pur profane, mais nanti d'une expérience de l'Allemagne, qu'il a le vague soupçon que ce travail a, sans doute sous l'influence d'universitaires impliqués, accordé un préjugé favorable aux naturalistes aux dépens des aménageurs.

Pour dissiper cette inquiétude, il aurait fallu, mais c'était délicat, voire périlleux (était-ce même possible ?), aller plus avant dans une enquête sur les lobbies des deux bords : d'un côté, les ingénieurs des services d'équipement et les entreprises de travaux publics, mais cela signifiait évaluer les bénéfices qu'ils peuvent tirer des budgets en jeu ! De l'autre, les écologistes. Chez eux voisinent des naturalistes passionnés, parfois irréalistes et des professionnels de la contestation, permanents d'associations dites non lucratives, parfois plus soucieux de leur prospérité et de leur

prorogation que de la sécurité des personnes et des biens devant les périls de la mer. Cette inquiétude du lecteur s'alimente au fait que les dangers du littoral n'ont été traités ici que sous l'angle du débat d'idées, qu'à travers les échos donnés par la presse aux lendemains des grandes tempêtes. Une présentation des circonstances de leur déchaînement (situation météorologique et amphidromique) et des mécanismes de leur action aurait contribué à étalonner la balance avant la pesée des arguments. Car en janvier comme au printemps, le risque est grand d'une conjonction de marées de vives eaux avec l'élévation dynamique du niveau de la mer, sous l'effet de violentes décharges d'air polaire, dans ce piège du golfe allemand. Alors l'arme de Neptune luit, le Blanke Hans n'est plus un mythe : il surgit, sabre au clair, et taille en pièces la digue. S'il y en a.

Ne pas l'oublier. Ceci dit, sur le terrain du bien nommé Theodor Storm, le romancier du Schimmelreiter, Lydie Goeldner a mis le pied à l'étrier d'excellente façon, promettant à ses futurs travaux une belle chevauchée.— **Pierre RIQUET**

Lectures sur la Bolivie, ou ces lieux dont on parle rarement...

CORTÈS Geneviève (2000). *Partir pour rester*. Paris : IRD Éditions, coll. « À travers champs », 521 p.

FRANQUEVILLE André (2000). *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Paris : PUM/IRD Éditions, coll. « Hespérides Amérique », 292 p.

ROUX Jean-Claude (2000). *La Bolivie orientale. Confins inexplorés, battue aux Indiens et économie de pillage (1825-1992)*. Paris : L'Harmattan, coll. « Recherches et documents - Amérique latine », 317 p.

La Bolivie est un pays confidentiel ! D'autres le sont aussi il est vrai, confinés comme elle dans l'un des angles morts du système Monde. En France, le plus souvent, ce qui la concerne passe inaperçu, trafic mafieux mis à part, peut-être, ou images d'un tourisme autrement. Ainsi la récurrence de manifestations paysannes capables, comme à l'automne 2000, de paralyser le pays pendant plusieurs semaines, ne défraye guère la chronique hexagonale. Il reste certes la Toile pour en savoir davantage sur ce qui advient dans le plus pauvre des pays sud-américains, moins peuplé que bien des métropoles du Monde et enclavé de surcroît¹.

Pourtant l'année 2000 aura été faste du côté de l'édition en sciences sociales, qui nous a valu les livraisons de trois géographes français sur cette république andine : trois ouvrages bien différents, eu égard au type de recherche qui les sous-tend mais qui, chacun à sa manière et selon le point de vue de son auteur, traitent d'une Bolivie reliée au reste du Monde.

Dans un beau livre, au titre aussi paradoxal qu'évocateur de *Partir pour rester* — repris d'une thèse soutenue à l'Université de Toulouse le Mirail — Geneviève Cortès développe un riche éventail d'observations et de réflexions sur la vie d'un ensemble de familles appartenant à trois communautés paysannes de la haute vallée de Cochabamba, au cœur même de la Bolivie des fortes densités rurales, où l'agriculture se heurte, depuis de longues années, aux contraintes et aux limitations d'une structure foncière émiettée, d'un déficit en eau chronique et du désengagement croissant de l'État. Deux fils directeurs ont guidé son approche de ces sociétés rurales bouleversées par les recompositions de l'économie nationale et internationale : d'une part, la contribution, ancienne mais plus marquée que jamais, des activités non agricoles à la formation des revenus familiaux ; d'autre part, une mobilité géographique croissante des individus, dont l'horizon migratoire ne cesse de s'élargir et de se diversifier. D'où les mutations en cours touchant à la reproduction même de ces sociétés, qui s'avèrent de moins en moins paysannes mais dont la permanence du rapport à la terre d'origine participe du maintien de leur ruralité. La migration est interrogée dans ses rapports à la diversification des économies domestiques et à l'évolution des inégalités sociales, à la reproduction des familles et des groupes comme à leur identité et à leur cohésion, et à la déstructuration de l'espace

1. Mario Benedetti dans sa nouvelle *Un Boliviano con salida al mar* prête à Jorge Luis Borges la déclaration suivante : « Je crois que l'Argentine et la Grande-Bretagne devraient se mettre d'accord et attribuer les îles Malouines à la Bolivie pour que ce pays ait enfin son ouverture sur la mer », lors de la guerre de 1982, pour le contrôle de l'archipel disputé ! (*La Sirena viuda y otros cuentos*. Buenos Aires : Alfaguara, 1999).

rural. Les différents systèmes de migration et de comportement migratoire, à horizon régional, national ou international sont identifiés et analysés avec finesse. Le franchissement des frontières nationales se banalise désormais avec pour destinations recherchées, non seulement l'Argentine voisine et relativement proche culturellement et, bien sûr, les États-Unis, mais aussi le Japon ou Israël. L'auteur montre bien en quoi les stratégies de mobilité, particulièrement discriminantes selon le sexe, l'âge, le statut social ou éducatif, s'inscrivent aussi dans une tradition familiale qui les reproduit, tout en s'appuyant sur une certaine cohésion sociale de la communauté villageoise qu'elles contribuent néanmoins à fragiliser. L'ouvrage, qui souligne enfin l'interaction entre les systèmes de production, de migration et de consommation dans ses effets différenciés selon les familles et les groupes, montre aussi que la migration est une réponse risquée, qui ne saurait être envisagée comme une solution durable à la crise que traversent les paysanneries de cette partie des Andes.

Avec *La Bolivie d'un pillage à l'autre*, André Franqueville restitue et met en perspective avec talent le noyau dur d'un ensemble de recherches spécifiques et collectives, conduites dans le cadre d'un programme de l'ORSTOM (devenu IRD) consacré à la maîtrise de la sécurité alimentaire. Il en résulte un excellent et passionnant ouvrage. Si l'auteur n'omet pas de rappeler opportunément la pluralité des populations et des sociétés boliviennes, qu'il resitue dans l'espace et le temps, c'est bien la communauté de destin qu'imprime au pays « le cercle de la pauvreté et de la dénutrition », dans les campagnes andines ou amazoniennes comme au cœur des villes, qui est au centre de l'ouvrage et de ses questionnements. De ce point de vue, il faut souligner la richesse et l'intérêt des pages consacrées à l'étude fouillée de l'aide alimentaire internationale et de ses effets, un véritable cas d'école ! Massive et permanente, directe ou indirecte, cette aide accompagne une thérapeutique néo-libérale dont les mesures ont pour conséquences d'accroître l'insécurité alimentaire ou même de la créer... André Franqueville nous rappelle avec vigueur que « réduire la pauvreté impliquerait autre chose que des replâtrages sectoriels, des distributions d'aliments ou même des investissements pour les pauvres soudains promus au rang de "capital humain" ». L'ensemble des situations analysées apparaît ainsi exemplaire et ce livre, à la fois solide et engagé, permet de cerner et de comprendre bien des mécanismes pervers d'une relation entre la Bolivie et le Monde qui vise davantage à maintenir le système en place qu'à le transformer.

Le livre de Jean-Claude Roux, *La Bolivie orientale*, renvoie lui aussi aux méfaits d'une économie trop souvent prédatrice, et singulièrement à propos du cycle du caoutchouc, en Amazonie entre les années 1880 et 1910. Ici, le parti adopté est celui de la perspective historique du temps long républicain, c'est-à-dire, en gros, les deux derniers siècles. La préoccupation principale de l'auteur consiste cependant à s'interroger sur la place de cet Orient périphérique, éloigné et mal connu, peu peuplé (ou dépeuplé) et « culturellement barbare », au sein d'un État dont le cœur est longtemps resté andin et minier, ainsi que sur son articulation au reste du territoire national. La part de la recherche est d'abord documentaire, et l'on doit à l'auteur d'avoir patiemment répertorié, inventorié et analysé, souvent par le menu, de très nombreuses sources d'information dispersées concernant ces espaces orientaux : des mémoires administratifs divers et des cartes anciennes, des correspondances et des archives privées, des journaux de voyage et des bulletins de sociétés savantes, etc. Il en résulte un texte, un peu touffu sans doute, au contenu parfois anecdotique et au statut composite, mais dont l'ample bibliographie alphabétique et le précieux index des noms propres facilitent l'utilisation comme ouvrage de références. La qualité de l'édition laisse à désirer, en particulier pour certaines cartes de facture sommaire, de lisibilité insuffisante, ou encore exemptes des références aux sources. On est surpris par la place très modeste accordée à l'évolution de cette région orientale du pays durant le dernier quart du xx^e siècle, qui est « expédiée » en une quinzaine de pages seulement — et en épilogue — d'un livre qui en compte plus de 300 ; et cela d'autant plus que ces vastes plaines sont, depuis quelques décennies déjà, la région de plus fort dynamisme de la Bolivie.— Jean-Paul DELER

Un beau manuel de géographie économique

GÉNEAU DE LA MARLIÈRE Isabelle, STASZAK Jean-François (2000). *Principes de géographie économique*. Paris : Bréal, coll. « Grand Amphi-Géographie », 448 p.

Dans notre compte rendu du premier volume de *La Production des espaces économiques* (1999) de C. Vandermotten et P. Marissal¹, nous avons salué la parution d'un manuel de géographie économique digne de ce nom en langue française. Avec la parution des *Principes de géographie économique* de I. Géneau de la Marlière et J.-F. Staszak, les enseignements de géographie économique pourront désormais s'appuyer sur deux excellents ouvrages, complémentaires par bien des aspects.

Si *La Production des espaces économiques* peut apparaître comme une véritable tentative de refondation de la géographie économique (voire de la géographie tout court) autour d'un paradigme marxiste pleinement assumé, les *Principes de géographie économique* se donnent plus modestement l'ambition de contribuer au renouveau actuel de la géographie économique en fournissant aux enseignants et aux étudiants un état de la question sur les principaux courants contemporains de la réflexion dans le domaine et les nouvelles orientations qui s'y dessinent, notamment dans les pays anglo-saxons. Cette modestie n'est toutefois qu'apparente car les auteurs, à l'instar de Vandermotten et Marissal, cherchent également à défendre à travers cet ouvrage un paradigme que l'on serait tenté de qualifier de « *post-post-moderne* », puisqu'il veut associer dans la description des phénomènes économiques la prise en compte des lois générales décrites par les modèles de l'économie spatiale et la prise en compte des spécificités culturelles, économiques ou sociales des acteurs individuels et collectifs. Une longue introduction permet aux auteurs de réfuter aussi bien les approches purement culturelles ou individualistes (qui nient l'existence d'une communauté humaine en refusant l'existence de toute loi générale du comportement social) que les approches purement positivistes et holistes (qui réduisent l'être humain à l'*homo economicus* rationnel et pleinement informé et refusent d'analyser les écarts au comportement moyen).

On peut certes sourire de la prétention des auteurs à présenter comme un paradigme nouveau ce qui est en fait le propre de toute bonne modélisation (filtrer les facteurs explicatifs banals pour mettre à jour des facteurs spécifiques), de toute approche systémique raisonnée (introduction simultanée de facteurs explicatifs multiples, prise en compte des interactions entre différentes dimensions explicatives) et finalement de toute approche scientifique en sciences sociales (simplifier la réalité pour en donner une vision cohérente et falsifiable, utiliser la modélisation comme substitut à l'expérimentation). Il n'en demeure pas moins que l'on ne peut que se réjouir de voir sous la plume de deux représentants revendiqués comme tels du courant « culturaliste » des affirmations telles que « *L'attention à la diversité ne doit pas se traduire par une démission scientifique: le géographe ne doit pas se laisser hypnotiser par la variété des situations dont il cherche à rendre compte*² » ou « *Autant l'usage exclusif des modèles risque de conduire à des impasses épistémologiques, autant le refus de les employer ferme des raccourcis pratiques et bouche des perspectives lumineuses*³. »

L'ouvrage est construit à partir d'un plan assez original : après avoir brièvement rappelé dans deux chapitres introductifs l'histoire de la géographie économique et la forme du circuit économique, les auteurs étudient successivement les règles générales d'inscription des activités de production et de consommation dans l'espace (*1^{re} partie*), les acteurs du circuit économique et les différentes formes d'échange entre ces derniers (*2^e partie*), la localisation des différentes formes d'activité économiques (*3^e partie*). Si certains chapitres n'offrent pas de perspective particulièrement originale mais constituent un solide état de la question (les chapitres de la troisième partie consacrés à la localisation respective des activités agricoles, de la production industrielle et des services), d'autres apparaissent beaucoup plus novateurs, en tous les cas dans le contexte éditorial de la géographie francophone (les chapitres de la seconde partie consacrés aux différents circuits d'échange : réciprocité, redistribution et marché). L'influence de la nouvelle économie spatiale

1. VANDERMOTTEN Christian, MARISSAL Pierre (1998). *La Production des espaces économiques*, tome 1. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 320 p., 147 fig., 69 tab. Compte rendu paru dans *L'Espace géographique*, 2000, vol 29, n° 3, p. 280-282

2. *Introduction*, p. 12.

3. *Introduction*, p. 11

anglo-saxonne (Storper, Scott, Krugman entre autres) est visible dans de nombreux chapitres, notamment ceux de la première partie consacrés à l'hétérogénéité et l'opacité de l'espace. Un effort remarquable est fait, en tous les cas, pour relier les différentes parties de l'ouvrage entre elles et plusieurs notions sont reprises, approfondies ou complétées d'un chapitre à l'autre, sans que cela nuise, bien au contraire, à la cohérence de l'ensemble et à la relative autonomie de chaque module d'enseignement (les 13 chapitres correspondent approximativement, ce n'est sans doute pas un hasard, au nombre de semaines de cours que comporte un semestre universitaire).

La qualité centrale de cet ouvrage demeure cependant son excellent appareillage documentaire et la combinaison parfaitement réussie d'un syllabus, de documents de cours et d'exercices de travaux dirigés à l'intérieur de chacun des chapitres. On soulignera la qualité générale des illustrations et la diversité des exemples qui sont proposés, tant dans la partie cours que la partie travaux dirigés, même si on peut toujours trouver ici et là quelques erreurs⁴. En ce qui concerne plus spécifiquement les modèles utilisés en géographie économique, on notera la très grande qualité pédagogique des nombreuses fiches qui leurs sont consacrés (Von Thünen, Christaller, Hotelling, Weber, Alonso, Ricardo, etc.) et le double souci des auteurs de faciliter leur compréhension (en fournissant un exemple numérique simple) et de montrer leur intérêt pratique (en fournissant un exemple réel où le modèle s'applique) et leurs limites ou prolongements (en examinant les résidus, les écarts au modèle, les variantes possibles). Si certains des exemples théoriques destinés à l'apprentissage des modèles sont empruntés à d'autres manuels de géographie ou d'économie, les auteurs n'ont pas hésité à mettre souvent la main à la pâte pour créer leurs propres exemples : un mystérieux « *Brozoufland* » sert ainsi à décortiquer tour à tour les secrets de la comptabilité nationale, du modèle de Von Thünen ou de la localisation optimale des cinémas... On en redemande !

Le seul défaut que l'on peut souligner dans cet ouvrage réside peut-être dans une certaine hétérogénéité des points de vue exposés et une certaine hésitation à opter entre les différentes théories proposées ou à trancher entre différentes postures politiques et épistémologiques pour rendre compte de la réalité économique contemporaine. Les deux auteurs ont peut-être des sensibilités assez différentes ? En tous les cas, l'hétérogénéité des approches est particulièrement visible dans le chapitre final, consacré à l'inégale répartition spatiale de la richesse : après un début en fanfare sur la relativité culturelle de la notion de richesse et les faiblesses d'un indicateur tel que le PIB, l'approche critique se dilue dans une présentation fort convenue des théories économiques de la mondialisation qui fait la part belle aux approches libérales, de Rostov à Krugman⁵.

Quoiqu'il en soit, voici un ouvrage qui fera le bonheur des enseignants et des étudiants francophones, non seulement pour l'enseignement de la géographie économique, mais aussi pour celui de la géographie humaine générale et de l'analyse spatiale. Il constituera également un ouvrage de référence pour la préparation de la nouvelle épreuve de commentaire de documents de l'agrégation française de géographie.— **Claude GRASLAND**

Les banlieues

VIEILLARD-BARON Hervé (2001). *Les Banlieues : des singularités françaises aux réalités mondiales*. Paris : Hachette, 288 p.

Fort documenté, ce livre — au titre vendeur — apporte une masse d'informations inégalement réparties entre « les singularités françaises » (190 pages) et « les réalités mondiales » (80 pages). Destiné à l'enseignement supérieur, chacun des chapitres de ce manuel se clôt par un document illustratif — en général excellent — tandis que l'ensemble s'achève par un bon glossaire des termes pertinents pour traiter le sujet et par une bibliographie sélective. Le déséquilibre signalé entre les deux parties s'explique par la spécialité de l'auteur, également à l'origine d'un article remarqué dans *L'Espace géographique* (Quartiers « sensibles » et politique de la ville : bilan d'une recherche, 3-2000, p. 237-254) dont les travaux portent essentiellement sur les banlieues

4. Ainsi, dans la figure illustrant l'apparition successive des commerces en fonction de la population des communes (p. 410), l'hypermarché apparaît avant le supermarché et concernerait 50 % des communes de moins de 2500 habitants et 90 % des communes de moins de 10000 habitants... Toutefois, la source est clairement citée et on peut remonter au document original (Denise Pumain, Thérèse Saint-Julien (1990). *France, Europe du Sud*, p. 80, vol. 1 de la *Géographie universelle*. Paris/Montpellier : Belin/RECLUS) qui, lui, ne comporte pas d'erreur.
5. À titre d'exemple, ces deux citations : « *Si la circulation des biens peut enrichir les uns et appauvrir les autres, il faut, pour s'enrichir et rester riche, préserver ses biens des convoitises extérieures* » (p. 428) ou « *La mondialisation n'est pas directement responsable de l'accroissement des inégalités (ni du chômage) à l'intérieur d'un pays donné, puisqu'elle nourrit un enrichissement du pays pris comme un tout, qui pourrait profiter à tous ou être partagé* » (p. 433).

françaises, notamment celles de la région Île-de-France qu'Hervé Vieillard-Baron connaît manifestement dans le détail en même temps qu'il semble parfaitement introduit dans différents séminaires et autres cénacles qui débattent de la politique de la ville, d'où la richesse de son information.

Dès l'introduction, Hervé Vieillard-Baron écrit que « tout se passe comme si le problème propre aux marges urbaines avait pris le relais du questionnement sur la ville » et que « ces marges semblent cristalliser les difficultés de la société au point de confondre la question urbaine et la question sociale » (p. 3). La diversité même des paysages, des structures démographiques et des situations économiques conduit l'auteur à parler *des* banlieues plutôt que de *la* banlieue et il s'interroge « sur la façon dont les médias ont construit l'objet "banlieue" (p. 3) et autres quartiers dits "sensibles" ».

Le premier chapitre est particulièrement didactique et il s'attache à clarifier les concepts de ville et de banlieue. L'auteur rappelle qu'au Moyen Âge, la banlieue est définie juridiquement comme la couronne d'une lieue de large sur laquelle s'exerce le ban, l'autorité du seigneur ou des bourgeois qui dirigent la ville, mais la banlieue a perdu son acception juridique pour prendre le sens de périphérie urbaine dépendante. Il est clair que la complémentarité entre la ville et l'espace qui l'entoure, entre le centre qui protège et la ceinture qui nourrit est aussi étroite que nécessaire. Mais aujourd'hui, les banlieues croissent plus lentement que les « campagnes proches des grands centres urbains, [qui] profitant d'une rurbanisation par mitage, connaissent des taux de croissance plus élevés » (p. 22). Le second chapitre s'attache à une recension des travaux des géographes sur la ville et la banlieue, depuis les grands ancêtres respectés jusqu'aux plus récents travaux et aux débats qu'ils suscitent sur la « banlieue, comme expression des ségrégations ». Au final, c'est le postulat de la ville, conçue comme entité équilibrée, et le postulat de la banlieue, conçue comme élément perturbateur, qui doivent être réinterrogés (p. 41).

Les chapitres 3 et 4 « Des faubourgs aux lotissements périphériques » et « Des cités-jardins aux grands ensembles » étudient le façonnement chronologique des banlieues au siècle dernier (le xx^e!) en s'appuyant souvent sur des études de cas instructives (les cités d'urgence « Abbé Pierre », la « Cité radieuse » de Le Corbusier, la ZAC la Noé à Poissy, etc.). L'auteur montre bien que les malfaçons techniques jouent certainement un grand rôle dans le rejet de l'habitat collectif, mais que l'affaiblissement des partis politiques (sous-entendu le PC) et la désaffection à l'égard des anciennes structures d'encadrement (p. 83) sont également des facteurs majeurs d'explication dans ce rejet. Le chapitre v traite des villes nouvelles créées de toutes pièces (ou presque) — et dont le bilan est plutôt positif, même si « leur centralité naissante doit encore faire ses preuves » (p. 100) — et du domaine périurbain, ce « rural sous faible influence urbaine où vivraient 15 M d'habitants, soit le quart de la population française » (p. 107).

On ne s'étonnera point que l'auteur achève sa partie hexagonale sur les quartiers — et sur l'ambivalence de cette notion — (chap. 6), sur la diversité des quartiers sensibles (chap. 7), et naturellement sur la crise qui les affecte (chap. 8) et les traitements sociaux et urbanistiques (chap. 9), une façon d'évoquer la politique de la ville qu'ils appellent et dont les grands principes et résultats, partagés à vrai dire, sont bien exposés (p. 175-190). Les dernières mesures prises (20 % de logements sociaux dans toutes les agglomérations, encouragement de la ville compacte, reconstruction de la ville *in situ*, etc.) témoignent toutes de la faillite des mesures précédentes. Elles témoignent aussi de formes d'ingénierie sociale qui ne cantonnent pas les solutions recherchées à un cadre uniquement technique ou urbanistique.

Le lecteur est tellement pénétré des singularités françaises qu'il souhaite naturellement comparer avec d'autres banlieues dans le monde... Il s'aperçoit vite que toute mise en perspective d'un pays à l'autre et *a fortiori* d'un continent à l'autre est difficile. On ne parle pas des mêmes villes (on s'en doutait un peu) et, partant, la signification du mot banlieue est différente. Les *sub-urbs* nord de Johannesburg — tout comme Soweto pour une autre raison — et la proche banlieue de Seine-Saint-Denis sont difficilement comparables. En fait, l'histoire et la dimension culturelle qui ont trait à l'*us* et à l'*habitus* occupent une place prépondérante pour expliquer ces différences. Chaque cas d'espèce étudié en Amérique latine, en Afrique ou en Asie reste donc bien singulier!

L'addition de ces singularités ne peut pas constituer une réalité et, même si l'on retrouve bien ici ou là des permanences, on ne trouve guère de solutions transposables. On fera peut-être grief à Hervé Vieillard-Baron d'avoir laissé passer une inexactitude ou deux — sur l'Afrique du Sud en particulier — où le taux d'urbanisation est de 46 % en 1999 (South Africa survey 2000-2001) et non de 70 % ! (p. 259) ou sur la PWV (conurbation johannesbourgeoise), qui s'appelle la province du Gauteng depuis 7 ans maintenant. Au total, l'intérêt du livre réside précisément dans son caractère inachevé et ouvert et l'auteur rappelle pour conclure que « la critique nous incite à rechercher l'objectivité au-delà d'un récit qui n'est bien souvent que la simple mise en scène de clichés faciles » (p. 271). Certes !

Une ultime remarque enfin, mais qui s'adresse à l'éditeur. La maison Hachette pourrait-elle gratifier ses lecteurs d'une police de caractère qui soit lisible par toutes les générations ? Et pas seulement pour le public ciblé des étudiants ! — **Benoît ANTHEAUME**

Les mots de la ville 1

RIVIÈRE D'ARC Hélène, dir. (2001). *Nommer les nouveaux territoires urbains*. Paris : Unesco/MSH, coll. « Les mots de la ville 1 », dirigée par Jean-Charles Depaule et Christian Topalov, 279 p.

Ce premier volume de la collection « Les mots de la ville » est prometteur¹ : original et riche, relativement cohérent malgré les difficultés inhérentes à l'orchestration de douze textes d'auteurs différents, certains traduits d'autres langues. Parmi ces textes, dix sont monographiques, pour parler de douze pays, « exotiques » pour la plupart (sans parler des références explicites ou non aux États-Unis ou à l'Occident européen). L'idée : l'urbanisation, rapide, oblige des sociétés très diverses à « nommer les nouveaux territoires urbains ». On pourrait (mais alors historiquement presque toujours) poser la même question pour des « territoires pionniers », ou remodelés autoritairement, non urbains... Bref la toponymie est un riche révélateur des dynamiques territoriales, qu'il faut bien sûr replacer dans des enjeux politiques sous-jacents.

Nul doute, comme le suggère l'introduction, que les réalités urbaines du monde sont de plus en plus disparates, « transitions »... vers on ne sait quoi ; bien sûr, parce que, dès maintenant ou tendanciellement selon les sociétés nationales, l'urbain englobe presque toutes celles-ci. Aussi bien, autre diversité, l'ouvrage est écrit par des professionnels fort variés : l'urbain est à tout le monde, sans qu'y prédominent géographes ou architectes-urbanistes : ce qui compte ici pour la qualité des textes est une certaine sensibilité à l'étrangeté de ces nouvelles dénominations pour de nouveaux territoires. La rapidité des changements urbains est à la mesure de ceux des techniques de construction, comme de ceux des figures sociales ou professionnelles des habitants et des usagers : deux textes généraux, un peu redondants (le premier et le troisième de l'ouvrage) pointent cette nouveauté, qui n'a même plus la particularité de se situer en bordure des villes, moins encore qu'aux États-Unis en Europe ou abondent des tissus urbains obsolètes à réutiliser et à nommer à nouveau. Certains de nos auteurs sont fascinés par ce nouveau insaisissable, mais n'en rajoutent-ils pas en confondant dans un seul ensemble des objets urbains de taille différente à des époques trop distantes ? À notre sens, cet écueil n'est pas totalement évité dans les deux chapitres « non monographiques ».

Pour les monographies, leur richesse est impressionnante. Même si l'on peut regretter que certains auteurs se dispensent de montrer les objets urbains sur lesquels ils réfléchissent, en nous frustrant dans cinq cas de tout plan de localisation. Ainsi, A. Novick et H. Caride oublient de nous dire pour Buenos Aires ce qu'est l'immensité fort peu occupée de cette agglomération, en comparaison des « modèles » européens (si récemment encore entassés dans leurs murailles) qui servent à interpréter la capitale argentine. Ce travers se retrouve quelque peu chez L. Coudroy de Lille qui nous parle de l'Espagne du XIX^e siècle : tous ont davantage travaillé sur des textes inter-prétatifs que sur les objets urbains eux-mêmes.

1. La collection envisage entre autres dans son programme un vocabulaire raisonné polyglotte en cours de constitution.

Un sous-entendu serait souvent à expliciter : l'expansion urbaine des grandes agglomérations suppose des décisions politiques et administratives qu'on voudrait parfois mieux connaître, pour le cas espagnol comme pour Bamako. Les meilleurs chapitres du livre sont là pour convaincre qu'une distance est nécessaire à ce type de décodage linguistique des nouveaux territoires urbains : comment vais-je réussir à m'étonner de l'usage de mots qui me sont trop familiers ? Or même les mots passe-partout changent de sens selon les lieux. Que de subtilités se révèlent dans des pays où s'entremêlent langue écrite et langue orale, langue coutumière, langue cultivée et langue technique, particulièrement pour les deux cas africains (Mauritanie, Mali). De même, les nomenclatures révèlent entre des sociétés parentes des différences profondes : un Mexique administratif, réglementaire et hygiéniste à la fois, face à un Brésil plus souple et « libertaire », héritier de l'émancipation des esclaves. Jusqu'à l'usage du non-dit dans des sociétés ouvertement autoritaires qui se différencie : à Téhéran, mieux vaut ne pas même nommer ce que l'administration ne veut pas reconnaître, alors qu'au contraire dans la Prague de l'époque communiste on assiste à un jeu subtil d'ironies et de détournement multipliant les noms attribués par les uns ou les autres aux « HLM » (pour parler français). Jusqu'aux faux chronologiques utilisés par les griots à Bamako pour affirmer l'antériorité de l'emprise de tel chef de terre, ce qui légitime sa possession foncière².

Il n'est pas nouveau que des géographes, ou d'autres spécialistes de sciences sociales, cherchent à se donner des outils pour appréhender des réalités sociales au plus près de ceux qui les vivent. Le programme dont ce livre est issu montre la nécessité d'y travailler en croisant des expériences, en faisant participer linguistes et littéraires.— **Claude BATAILLON**

Hommage au vivant

Joël BONNEMAISON (2001). *La Géographie culturelle*. Paris : CTHS, 152 p.

Il est extrêmement généreux et audacieux à la fois de vouloir rendre hommage à un auteur disparu, à un ami, en publiant un texte que lui-même n'aurait certainement pas validé tel quel. C'est pourtant ce qu'un groupe de complices, anciens étudiants, collègues et proches de Joël Bonnemaïson viennent de faire à partir de notes de cours, d'extraits de publication, de conférences et de notes de travail de ce géographe soudainement disparu en 1997. L'audace est généreuse car elle signe un attachement et un respect pour l'ami, pour l'époux, pour le collègue et pour l'enseignant. Mais elle est périlleuse car le risque de léguer en guise d'ouvrage posthume un texte peu satisfaisant est énorme.

L'ouvrage obtenu n'est certainement pas la contribution décisive que l'on pouvait attendre de Joël Bonnemaïson. Après les très nombreuses publications consacrées aux terres et aux mers qu'il fréquentait tant, après les articles plus généralistes de réelle portée conceptuelle qu'il avait publiés, Joël Bonnemaïson était en mesure d'écrire l'un de ces ouvrages essentiels dont une discipline a besoin pour faire le point sur elle-même et pour aller de l'avant.

Le présent ouvrage n'est pas de cette facture. Il est principalement rédigé à partir de notes de cours mises en forme par Maud Lasseur et Christel Thibault ; mais, à la différence d'un illustre précédent, le cours de Ferdinand de Saussure, *a fortiori* à la différence de cours publiés comme ceux de l'excellente Open University de Londres, il ne présente pas la très forte cohérence ni l'esthétique propre à ce type d'exercice quand il est poussé dans ses meilleures extrémités.

Il ne s'apparente pas non plus à un manuel de géographie culturelle ; il aurait nécessité pour cela d'innombrables développements, davantage de références, moins d'impasses (qu'en est-il de la géographie culturelle de langue anglaise des Cosgrove, Jackson, Mitchell et Duncan qui renouvelle de fond en comble la géographie de l'École de Berkeley ? Qu'en est-il de la riche contribution des géographes italiens ou brésiliens ?) que ne l'exige un cours d'un semestre forcément ramassé et réducteur.

2. Cet exemple, en civilisation orale, rappelle les faux titres de possession de terre que fabriquaient des notaires véreux au profit des communautés indigènes encadrées au XIX^e siècle dans la ville de Mexico.

Il ne s'apparente pas non plus à un ouvrage d'auteur dans lequel un géographe, assurément innovant, rédige une proposition forte et solidement argumentée. Dans cet ouvrage, Joël Bonnemaïson n'avait que très indirectement la plume. Et il s'adonnait, lors de ses cours, à un tout autre exercice.

Reste un hommage et en tant que tel il est très réussi. Il y a un plaisir certain à pénétrer par effraction dans ce cours réservé à quelques dizaines d'étudiants de Paris-IV. Il y a un intérêt certain à montrer comment un géographe, doté d'une grande expérience de terrain et d'une véritable autorité théorique, a personnalisé un cours de formation générale en l'émaillant d'illustrations qui sont les siennes, en procédant à des détournements de termes (par exemple, l'iconographie de Gottmann se mue assez justement sous sa plume en une iconologie inspirée de Panofsky) et en tramant le tout avec quelques concepts forts et structurants, notamment celui de géo-symbole. Il y a une belle intuition dans l'agencement des encarts qui renvoient directement à des extraits majeurs de quelques publications de Joël Bonnemaïson. Il y a enfin une réelle émotion à trouver réunis dans un petit volume des facettes très différentes d'un même personnage — un itinéraire de vie, une bibliographie, une conférence, un enseignant, un écrivain — qui ainsi prend corps d'une façon très unitaire. C'est là un très beau cadeau que les auteurs offrent à celui qu'ils honorent et à tous ceux qui peuvent désormais l'approcher sans jamais l'avoir connu.— **Bernard DEBARBIEUX**

Les interactions spatiales

PUMAIN Denise, SAINT-JULIEN Thérèse (2001). *Les Interactions spatiales*. Paris : Armand Colin. Coll. «Cursus», 192 p., avec la collaboration de E. Dumas et H. Mathian.

Voici enfin le second tome tant attendu de *L'Analyse spatiale*. Le premier, *Localisations dans l'espace*, avait été publié en 1997 (voir *L'Espace géographique* n° 4-1998). Ce second volume, *Les Interactions spatiales*, poursuit avec la même concision et la même clarté la présentation méthodique des notions essentielles de l'étude scientifique de l'espace géographique. L'explication des relations entre les lieux est au cœur de la démarche géographique, comme le rappelait Peter Haggett en commençant son livre sur l'analyse spatiale par « la notion de mouvement ». Les auteurs commencent ici par les flux, en présentant d'abord le modèle gravitaire et ses principales applications : flux préférentiels, effets de barrière, détermination des limites entre deux aires de marché, puis les lissages avec une fonction gaussienne. Le second chapitre traite de la « spécialisation » (en prenant garde de ne pas employer le terme de « ségrégation », pourtant plus clair, mais où certains géographes ont prétendu voir une connotation idéologique). Les principales techniques de mesure sont rappelées (l'indice de Isard, le χ^2 , l'analyse des correspondances), ainsi que le modèle de Thünen et le point de Weber, qui aurait peut-être trouvé aussi bien sa place, toutefois, dans le premier volume sur les localisations. Le chapitre 3 traite des hiérarchies : la loi de Pareto, le modèle de potentiel (avec une intéressante application à l'Europe de 1500 à 1990, extraite d'un article de *Cybergéo*) et, bien sûr, le modèle de Christaller. Une carte des hiérarchies urbaines en Europe est proposée, avec des principes de réalisation peut-être un peu complexes pour un manuel. Le quatrième et dernier chapitre étudie les phénomènes de diffusion : courbes d'évolution, comparaison de profils. L'analyse structure-résidus est présentée de façon détaillée, utilement illustrée par une carte de la composante résiduelle de l'évolution de l'emploi en France, extraite de l'*Atlas de France* RECLUS. Le chapitre se poursuit par l'étude des processus spatio-temporels et une présentation des modèles de simulation inspirés de Hägerstrand.

Le livre se termine sur l'image de la contraction espace-temps autour d'un pôle, qui illustre la variation au cours du temps de l'échelle des interactions. En bref, ces deux tomes résument ce qui est indispensable à tout étudiant de géographie. C'est l'ouvrage qui manquait en français pour donner un panorama complet et précis des approches de l'analyse spatiale, la référence qu'on aura toujours, maintenant, inévitablement sous la main.— **Yves GUERMOND**

Pour une herméneutique paysagère

BESSE Jean-Marc (2000). *Voir la Terre. Six essais sur le paysage et la géographie*. Arles : Actes Sud/ENSP/Centre du Paysage, 162 p.

À la frontière entre épistémologie, histoire de l'art et géographie, le nouvel ouvrage de Jean-Marc Besse intéressera tous ceux qui s'interrogent sur le paysage. Le géographe s'y enrichit de la confrontation avec différentes expériences paysagères. En effet, l'auteur, partisan d'une approche anthropologique générale du paysage, analyse avec brio un corpus hétérogène. Chacun des six essais peut être lu comme un tout rigoureux : le philosophe nous guide vers la portée éthique et théorique des citations choisies. Cependant, ces repères historiques et conceptuels concourent à une construction soignée, qui s'articule autour de la problématique paysagère suivante : qu'est-ce, pour l'homme, qu'habiter l'espace ?

Les trois premiers chapitres retracent la genèse de la conception moderne du paysage, qui s'affirme à partir du XVI^e siècle en liaison avec une nouvelle vision du monde. Dans la lignée de sa thèse¹, Jean-Marc Besse examine les conséquences philosophico-géographiques du passage « d'un monde clos à un univers infini » (A. Koyré, 1957) : le concept esthétique de paysage naît d'un transfert des valeurs cosmologiques. Il relativise donc la modernité de Pétrarque, en soulignant la dimension théologique de l'ascension du mont Ventoux. Tandis que le poète augustinien souffre de l'hésitation entre quête du Moi et découverte du Monde, Goethe trouve dans le paysage italien la synthèse du visible et de l'invisible. Aussi l'épistémologue montre-t-il que l'« invention »² du paysage permet l'émancipation de la géographie par rapport à la théologie, et l'émergence d'une conception théâtrale du monde, manifeste dans la peinture de Bruegel comme dans la cartographie d'Ortelius.

Ce rapprochement justifie le tournant du livre : les trois derniers chapitres examinent désormais le paysage comme un objet scientifique et philosophique. Jean-Marc Besse refuse en effet sa réduction historiographique à un statut esthétique, au profit d'une dialectique de l'objectif et du subjectif. Cette seconde lecture, réaliste, du paysage produit conduira le géographe à réfléchir à sa propre pratique du terrain. Elle lui rappellera ce que le paysage vidalien, ensemble d'empreintes à interpréter, doit au concept humboldtien de physionomie. Cet examen des cultures visuelles fondatrices débouche sur une présentation de la « géographie phénoménologique » d'Éric Dardel. Selon ses options philosophiques, le lecteur appréciera plus ou moins l'idée d'une « géographicités originaire de l'être humain » (p. 141), mais il en retiendra la volonté de penser conjointement l'homme et le monde. La critique de la théorie de la représentation culmine dans une référence passionnante à Péguy : contre le surplomb « moderne », l'écrivain conçoit l'événement paysager comme la rencontre de l'Homme et de la Terre.

Cette méthode paysagère interdisciplinaire, servie par un style dense, clair et imagé, stimule ainsi la curiosité du lecteur. Celui-ci souhaiterait notamment de plus amples développements consacrés à la géographie contemporaine, mais appréciera les pistes ouvertes, à creuser par-delà l'absence étonnante de conclusion. Espérons que l'analyse iconologique pratiquée sur les gravures de Bruegel (qui nous fait regretter l'absence de reproductions de Claude Gellée) fera des émules ; que l'appel à une herméneutique paysagère sera entendu, et la relecture géographique de l'histoire du paysage poursuivie.— **Géraldine DJAMENT, DEA ATEG, Paris 7**

1. *Les Grandeurs de la Terre. Les transformations du savoir géographique au XVI^e siècle*. Université de Paris I ; 1999 : à paraître.
2. Nous reprenons un concept d'A. Corbin.

© Belin / RECLUS, 2002
 Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays
 ÉDITIONS BELIN, PARIS DÉPÔT LÉGAL : 2^e TRIMESTRE 2002 N° D'ÉDITEUR 2793-9
 Composition et mise en pages : UMR ESPACE 6012, Maison de la Géographie, Montpellier
 Imprimé en France par IFC, 18390 Saint-Germain-du-Puy ; Commission paritaire n° 52227